



## **Commission de régulation de l'énergie - Consultation publique n° 2024-04**

L'UFC-Que Choisir note que le PRVG, en n'étant qu'un reflet de la moyenne des pratiques, n'est pas suffisant pour garantir un bon équilibre entre les intérêts des fournisseurs et ceux des consommateurs. Pour être utile aux consommateurs finals, auxquels le PRVG est destiné, le prix repère devrait être établi sur la base de coûts stables et transparents, indépendants de la performance moyenne des fournisseurs et leur appétit commercial. A défaut, ce prix repère ne serait qu'un repère pour le seul positionnement des fournisseurs. A ce titre, il faudrait que des contrôles puissent être assurés sur l'ensemble du processus, de la source à l'utilisateur final en passant par l'ampleur et l'emploi des profits, dans l'optique du bien de l'ensemble de la collectivité. Pour l'énergie - un bien vital pour chacun et chacune et d'utilité publique pour l'ensemble de la collectivité - ce serait au fond ce seul critère qui devrait valoir.

**Question 1 : Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère ?**

**Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?**

L'UFC-Que Choisir s'était inquiétée de la publication pendant seulement un an du PRVG pour les offres à prix variable et de l'absence de PRVG dédié aux offres à prix fixes, répandues dans la fourniture de gaz aux particuliers. Nous accueillons donc favorablement sa pérennisation et son extension aux contrats à prix fixes d'un, deux et trois ans.

**Question 4 : Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication de 2 indices de prix joints ?**

Il est aisé de différencier un PRVG destiné à une offre à prix variable d'un PRVG destiné à une offre à prix fixe en le signifiant dans l'intitulé de l'indicateur. Les potentialités de confusion sont moindres qu'entre l'actuel PRVG et la référence de coût d'approvisionnement CRE, qui, s'ils doivent absolument être cohérents, sont difficiles à distinguer pour un consommateur non averti.

**Question 7 : Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE ?**

Du point de vue du consommateur, la question de la composante d'approvisionnement ne présente que deux intérêts.

- La stabilité dont la CRE signale les facteurs d'influence.
- La lutte contre les facteurs spéculatifs qui mérite un contrôle et une politique dissuasive efficaces.

Le cycle naturel du processus approvisionnement/consommation ayant une périodicité fondamentale de 12 mois, intégrer cette propriété caractéristique, éventuellement par des moyennes glissantes, pourrait être de nature stabilisatrice et de nature à faciliter l'optimisation des coûts.



**Question 9 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?**

Les justifications proposées à l'indexation des coûts commerciaux à l'inflation ne sont pas claires. L'inflation mesurée par l'INSEE est un indice des prix à la consommation qui comprend un panier de biens et services consommés par les consommateurs finals (alimentation, santé, etc.). Ainsi, cet indice n'est pas significatif de l'évolution des coûts de commercialisation. De plus, l'UFC-Que Choisir tient à rappeler qu'une part non négligeable des coûts commerciaux est liée au démarchage téléphonique et physique, des pratiques exécutées par les consommateurs, et à la publicité. Cette augmentation de 4,82 % n'est donc pas justifiée. L'évolution des coûts commerciaux devrait tendre à la baisse, considérant que le PRVG représente un fournisseur efficace.

**Question 11 : Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?**

La thermosensibilité n'est pas un risque différent de ceux liés au volume et à l'équilibrage. Par ailleurs, il paraît sain d'intégrer les derniers éléments connus dans toute évaluation qui pourrait résulter d'une moyenne glissante sur les dernières années dont le nombre devrait être déterminé et connu.

**Question 13 : Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?**

Les seuils de définition des consommations de référence ne devraient pas introduire de discontinuité dans la fonction prix. S'il y a discontinuité, celle-ci ne devrait apparaître que sur ses dérivées. Si les habitudes de consommation évoluent pour des raisons diverses, notamment avec la mise en œuvre d'une politique d'économie énergétique, la périodicité des révisions devrait être en accord avec les constantes de temps spécifiques de ces raisons et lisser les aléas temporels des mises en œuvre correspondantes.

Par ailleurs, pour les hypothèses envisagées et en supposant que la composante « stockage-transport » soit à somme constante (étendue à tous les consommateurs de toutes natures et à la totalité des consommations), la variante « 100% fixes » introduit un effet de seuil considérable (à 4 MWh) sans réelle justification et nettement plus important que celui signalé pour les coûts commerciaux. Si cette somme n'est pas constante, alors il y a transfert entre coûts fixes et coûts variables qui doit se répercuter, et être visible, sur le prix de l'énergie facturée.

**Question 14 : La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?**

Pour les coûts commerciaux, non seulement les lois ne sont pas linéaires, et si certaines ne sont connues que statistiquement, d'autres sont peut-être même non clairement identifiées. On a déjà noté (Q9) que les coûts publicitaires concernant un bien vital ou d'utilité publique peuvent être considérés comme un simple gaspillage du point de vue du consommateur. Epices de la concurrence, ou armes de guerre commerciale ? Le consommateur final en paye le prix. Les combinaisons imaginables garantissent-elles de refléter au mieux la réalité du processus ? Et le processus des fournisseurs est-il optimisé pour le bien des consommateurs ? Le seul critère qui vaille semble alors être celui qui minimise la somme des coûts commerciaux.



**Question 16 : La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?**

La dichotomie entre coûts fixes et coûts proportionnels à la consommation est relativement simple et claire en ce qui concerne la mise à disposition de l'énergie. Elle comporte cependant deux composantes, une technique : purement objective donc objectivement calculable (avec des relations pas nécessairement simples puisqu'il peut s'agir de l'optimisation du système stockage-transport), l'autre sociale qui, elle, est subjective. Si l'industrie et le commerce n'ont aucune raison de considérer l'aspect social, en revanche le TRVG, lui, en avait. De plus, minimiser la facturation des coûts fixes présente une incitation à minimiser la consommation. Si on agit sur le prix par ce levier, la transparence voudrait que ces actions soient identifiées et chiffrées.

Les propositions de la CRE ne concernant que l'aspect technique et objectif des coûts du transport-stockage sont de type "tout ou rien", la réalité objective est probablement intermédiaire. Mais concernant le bien vital qu'est l'énergie, un PRVG qui peut drainer vers lui un certain nombre d'offres de marché devrait aussi considérer l'aspect subjectif signalé ci-dessus, tout autant que l'incitation à économiser (le coût de la consommation ne devrait donc pas être linéaire, mais à dérivée seconde positive).

**Question 22 : Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?**

Les calendriers d'application doivent toujours être adaptés aux constantes de temps des processus qu'ils impactent. Sur ce point, les consommateurs ne peuvent que subir. En revanche, il est souhaitable que toute information susceptible d'éclairer leurs choix fasse l'objet d'une publication préalable.

**Question 23 : Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?**

Il semble nécessaire de maintenir une fourchette pour le PRVG afin que les consommateurs utilisant du gaz domestique puissent se repérer, d'autant que les prix par zone géographique sont adjoints à chaque publication du PRVG. La dénomination de ces bornes pourrait en effet être clarifiée en notant PRVG maximal et PRVG minimal par exemple.